



## **Convention relative aux droits de l'enfant**

Distr. générale  
17 novembre 2015  
Français  
Original : espagnol  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

### **Comité des droits de l'enfant**

**Soixante et onzième session**

11-29 janvier 2016

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports des États parties**

### **Liste de points concernant le rapport soumis par le Pérou en application du paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés**

**Additif**

### **Réponses du Pérou à la liste de points\*, \*\***

[Date de réception : 6 novembre 2015]

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

\*\* Les annexes peuvent être consultées au secrétariat.



1. Conformément à la communication RE (DDH) n° 2-19-A/70 du 6 juillet 2015, l'État péruvien transmet, par le présent document, la « Liste de points concernant le rapport soumis par le Pérou en application du paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ».

2. Le présent document est le résultat d'un processus de consultations dirigé par le Ministère de la justice et des droits de l'homme<sup>1</sup>, de coordinations multisectorielles et de la systématisation des informations reçues par les entités gouvernementales concernées<sup>2</sup>.

**1. Donner des informations sur l'organe chargé de coordonner l'application du Protocole facultatif, ses attributions concrètes et la manière dont il coordonne ses activités avec les entités chargées de l'application du Protocole facultatif.**

3. Au Pérou, le Ministère de la femme et des populations vulnérables (MIMP), en tant qu'organe directeur du système national de protection intégrale de l'enfant et de l'adolescent<sup>3</sup>, a pour objectif stratégique général la protection de l'enfant et de l'adolescent<sup>4</sup>, ce qui englobe notamment les thèmes abordés dans le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

4. Ainsi, dans le cadre des politiques nationales et sectorielles en place et des compétences qui lui sont dévolues, le MIMP encourage et organise l'exercice des fonctions correspondantes et conjointes des trois niveaux de l'administration (national, régional et local) pour atteindre les objectifs escomptés. L'une des fonctions partagées des gouvernement régionaux et locaux consiste à veiller au respect des engagements pris, et des traités, programmes et plans d'actions adoptés au niveau international dans ce domaine<sup>5</sup>, notamment tout ce qui a trait aux enfants et aux adolescents et aux obligations découlant du Protocole facultatif susmentionné.

<sup>1</sup> Ci-après dénommé MINJUS.

<sup>2</sup> Les secteurs et institutions qui ont transmis les informations nécessaires à l'élaboration du présent rapport sont notamment : l'Académie de la magistrature (Academia de la Magistratura, AMAG); le Ministère de la défense (MINDEF); le Ministère de la culture (MINCU), le Ministère de l'intérieur (MININTER), le Ministère public-Bureau du Procureur général (Fiscalía de la Nación), le Registre national de l'identification et de l'état civil (RENIEC); l'Organisme national de réglementation des services de sécurité, des armes à feu, des munitions et des explosifs à usage civil (Superintendencia Nacional de Control de Servicios de Seguridad, Armas, Municiones y Explosivos de Uso Civil, SUCAMEC), l'Office national de la migration (Superintendencia Nacional de Migraciones); le Secrétariat technique de la Commission multisectorielle pour la pacification et le développement économique et social dans la Vallée des rivières Apurímac, Ene et Mantaro (Comisión Multisectorial para la Pacificación y Desarrollo Económico Social en el Valle de los Ríos Apurímac, Ene y Mantaro, CODEVRAEM)) de la présidence du Conseil des ministres (Presidencia del Consejo de Ministros, PCM); les autorités judiciaires; ainsi que la Direction générale du développement et du système juridique (Dirección General de Desarrollo y Ordenamiento Jurídico), la Direction générale de la politique criminelle et pénitentiaire (Dirección General de Política Criminal y Penitenciaria), et la Direction générale des droits de l'homme (Dirección General de Derechos Humanos) du MINJUS

<sup>3</sup> La Loi du système national de protection intégrale de l'enfant et de l'adolescent (Sistema Nacional de Atención Integral al Niño y el Adolescente, SNAINA) – Loi n° 26518, publiée le 8 août 1995. Tout enfant ayant le droit, dès sa naissance, à ce que la société crée des conditions favorables à son développement intégral, l'État péruvien est chargé de formuler des politiques publiques qui réduisent les inégalités et l'exclusion sociale dont sont victimes les enfants, et de s'engager à les mettre en pratique en accordant une place prépondérante à l'enfant. Le SNAINA a été créé pour atteindre ces objectifs. Voir : [http://www2.congreso.gob.pe/Sicr/Comisiones/2007/ComRevNinAdo.nsf/34069c3bb71c123b05256f470062fea7/92596B6ABA8285F105257460007C32FD/\\$FILE/SNAINA-Diagnostico.pdf](http://www2.congreso.gob.pe/Sicr/Comisiones/2007/ComRevNinAdo.nsf/34069c3bb71c123b05256f470062fea7/92596B6ABA8285F105257460007C32FD/$FILE/SNAINA-Diagnostico.pdf) (p. 5)

<sup>4</sup> Voir : <http://www.mimp.gob.pe/homemimp/objetivos.php> (consulté le 27.10.15).

<sup>5</sup> Voir : <http://www.mimp.gob.pe/homemimp/funciones.php> (consulté le 27.10.15).

5. Dans cette perspective, le MIMP a mis en œuvre le Plan national d'action pour l'enfance et l'adolescence 2012-2021 (PNAIA 2012-2021), instrument cadre de la politique publique de l'État péruvien visant à articuler et établir un lien entre les politiques élaborées en matière d'enfance et d'adolescence dans le pays, et qui, pendant la période concernée, orientera l'action de l'État et de la société civile vers le développement intégral de l'enfant et de l'adolescent. Ainsi, dans son objectif stratégique no 4 (assurer la protection des enfants et des adolescents de 0 à 17 ans), le Plan national prévoit de réduire, d'ici à 2021, le nombre d'enfants et d'adolescents victimes de violence sexuelle (Résultat attendu n° 21) et d'empêcher toute implication des enfants et des adolescents dans les conflits internes (Résultat attendu n° 23)<sup>6</sup>.

6. Enfin, il convient de souligner que le Plan national susmentionné, approuvé par le décret suprême n° 001-2012-MIMP le 14 avril 2012, a récemment été élevé au rang de loi par le Congrès de la République du Pérou<sup>7</sup>.

- 2. S'agissant des activités de diffusion et de formation auxquelles il est fait référence aux paragraphes 25 et suivants du rapport de l'État partie, donner des renseignements détaillés sur les activités de diffusion et de formation relatives au Protocole facultatif et destinées à tous les groupes professionnels travaillant pour et avec les enfants et les adolescents qui pourraient être exposés à des risques ou impliqués dans des conflits armés, en particulier aux membres des forces armées, aux policiers, au personnel des services d'immigration, aux juges, aux travailleurs sociaux et aux professionnels de la santé.**

### **2.1 Personnel de police**

7. Le programme de formation de l'École des officiers de la police nationale péruvienne (PNP) propose un cours sur la législation concernant les mineurs dans le cadre du IVe semestre des spécialisations Enquête criminelle et Ordre public et Sécurité citoyenne, réparti sur cinquante et une heures. Ce cours met l'accent sur l'importance de la Convention relative aux droits de l'enfant, son contenu et ses principes directeurs.

8. L'École de formation de la Direction exécutive de la sécurité citoyenne, qui comprend la Direction de la lutte contre la violence familiale, propose un cours sur les politiques publiques et les droits de l'enfant, axé sur la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>8</sup>.

### **2.2 Personnel des forces armées**

9. Conformément à ce qui précède, il convient de souligner que les forces armées forment leur personnel au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés par diverses formations dispensées par le Centre du droit international humanitaire et des droits de l'homme (CDIH-DH) et divers ateliers décentralisés au niveau national. Actuellement, sur l'ensemble des étudiants des écoles militaires relevant des forces armées, on compte 2 999 hommes et 235 femmes<sup>9</sup>.

<sup>6</sup> Voir : [http://www.mimp.gob.pe/webs/mimp/pnaia/pdf/Documento\\_PNAIA.pdf](http://www.mimp.gob.pe/webs/mimp/pnaia/pdf/Documento_PNAIA.pdf), p. 62. (consulté le 27.10.15).

<sup>7</sup> Voir : [http://www.congreso.gob.pe/index.php?K=263&id=3749#.Vi\\_dr7cveM8](http://www.congreso.gob.pe/index.php?K=263&id=3749#.Vi_dr7cveM8) (consulté le 27.10.15).

<sup>8</sup> Information transmise par le MININTER, par la communication n° 1306-2015/IN/DGSD, reçue le 18 septembre 2015.

<sup>9</sup> Information transmise par le CDIH-DH, par la communication n° 600-2015-MINDEF/VPV/C/4/c, reçue le 14 octobre 2015.

### 2.3 Fonctionnaires de l'administration de la justice

10. Par ailleurs, dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités des juges, des auxiliaires de justice et autres assistants intervenant auprès d'enfants et d'adolescents exposés à des risques, les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période 2014-2015 :

- Cours : Stratégies de prévention et de lutte contre la violence sexiste à l'encontre des enfants et des adolescents selon une approche multidisciplinaire (avril et septembre 2014).
- Cours : Protection juridique des enfants et des adolescents, réalisations et résultats (avril 2014).
- Cours : « Cadre théorique et expériences pratiques pour les interventions conjointes concernant les enfants en situation d'abandon selon une approche multidisciplinaire » (mai 2015).
- Atelier : Politiques générales de protection des enfants et des adolescents (septembre 2015)<sup>10</sup>.

### 2.4 Politique migratoire concernant les enfants et les adolescents

11. À cet égard, il convient de souligner que les enfants et adolescents se trouvant en situation irrégulière dans le pays ne sont passibles de sanctions, ni de sanctions administratives pour infraction migratoire, et une autorisation de sortie du territoire sans obstacle au droit d'entrée leur est délivrée lorsqu'ils quittent le pays. Lors de la délivrance de cette autorisation sont pris en compte les critères établis au niveau national en pleine conformité avec les conventions internationales en vigueur, en respectant avant tout le principe d'intérêt supérieur de l'enfant<sup>11</sup>. De plus, dans la loi sur les migrations – décret-loi n° 1236 publiée au Journal officiel *El Peruano* du 26 septembre 2015, les droits fondamentaux des ressortissants étrangers en situation de vulnérabilité comme les mineurs non accompagnés sont particulièrement protégés puisqu'un statut migratoire spécifique d'ordre humanitaire a été créé à leur intention<sup>12</sup>. Dans le même ordre d'idée, la loi sur les réfugiés – loi n° 27891 publiée au Journal officiel *El Peruano* du 22 décembre 2002, dispose, dans son article 3 b), qu'est considérée comme réfugié toute personne, y compris les enfants et les adolescents, qui a été contrainte de fuir son pays de nationalité ou de résidence habituelle en raison d'un conflit interne, d'une agression étrangère, d'une violation massive des droits de l'homme ou d'une occupation ou domination étrangère.

### 3. Fournir des renseignements sur les activités de sensibilisation destinées à la société en général, et en particulier aux enfants et adolescents ainsi qu'à leurs parents et professeurs, aux professionnels des médias et aux législateurs afin de prévenir l'enrôlement des enfants et des adolescents.

12. En 2013, la Direction contre le terrorisme de la PNP, aujourd'hui dénommée la Direction exécutive contre le terrorisme (DIREJCOTE PNP), a organisé 129 activités de sensibilisation à la violence terroriste dans les centres éducatifs de la périphérie de Lima, dans les zones de surveillance renforcée, dans la Vallée des rivières Apurímac, Ene et Mantaro (VRAEM) et le Huallaga. Au total, 9 147 enfants et adolescents ont assisté à ces activités dont plus de 60 % ont eu lieu dans les zones particulièrement

<sup>10</sup> Information transmise par l'AMAG, par la communication n° 146-2015-AMAG-DG (pas de date de réception).

<sup>11</sup> La présente réponse a été établie exclusivement sur la base de la communication n° 267-2015-MIGRACIONES, transmis par l'Office national de la migration, reçu le 3 septembre 2015.

<sup>12</sup> Voir : <https://www.migraciones.gob.pe/index.php/el-peru-tiene-ahora-una-de-las-leyes-de-migraciones-mas-modernas-de-la-region/>.

affectées par le terrorisme et déclarées en état d'urgence, comme la VRAEM et le Huallaga. Le Département des opérations psychologiques de la DIREJCOTE PNP était chargé de ces activités.

13. Parallèlement, et comme expliqué en détail dans la réponse au point 6 de la présente liste, la PNP, en collaboration avec le personnel des forces armées, mène des opérations de renseignement antiterroristes dans le but de récupérer des enfants se trouvant sous le contrôle de l'organisation terroriste Sentier lumineux. Aujourd'hui, on continue d'organiser des activités de sensibilisation à la violence terroriste dans les écoles primaires et secondaires et les universités, lors des réunions de quartier et auprès des syndicats et de la population en général<sup>13</sup>.

**4. Fournir, pour les trois dernières années, des données concernant le nombre d'enfants et d'adolescents enrôlés tant dans les forces armées que dans des groupes armés non étatiques en lien avec le Sentier lumineux. Préciser le nombre d'enfants victimes de violences sexuelles parmi ceux-ci.**

14. À ce sujet, la DIREJCOTE PNP estime à présent, d'après les différentes opérations de renseignement, qu'environ 107 mineurs (51 garçons et 56 filles) auraient été enlevés en 2013 par le groupe terroriste Sentier lumineux de la zone de la VRAEM. Ce chiffre serait descendu à 101 en 2014 et à 67 en 2015 (35 garçons et 32 filles).

15. Le nombre de mineurs secourus en 2014 dans le cadre d'opérations conjointes de la PNP et des forces armées était de 6 (4 garçons et 2 filles), dont 4 de moins de 12 ans et un adolescent âgé entre 13 et 16 ans dans le district de Río Tambo, (province de Satipo, département de Junín).

16. En 2015, 34 mineurs (12 garçons et 22 filles) en situation d'extrême pauvreté et appartenant à l'ethnie asháninka ont été secourus dans le district de Río Tambo (Satipo-Junín). Parmi ces mineurs, 23 avaient de moins de 12 ans et 11 étaient âgés de 13 à 16 ans<sup>14</sup>.

**6. Donner des renseignements complémentaires sur les mesures adoptées pour prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et d'adolescents par des groupes armés, en particulier par le Sentier Lumineux de la zone de la VRAEM (Vallée des rivières Apurímac, Ene et Mantaro) et du Sentier Lumineux de Huallaga. Expliquer de manière concrète en quoi le programme d'intervention multisectoriel du Gouvernement central dans la zone de la VRAEM 2013-2016 intègre des activités spécifiques pour prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés et présenter les résultats obtenus<sup>15</sup>.**

17. En ce qui concerne les mesures prises pour prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et d'adolescents, il convient de souligner que le RENIEC aide des enfants qui ont été extraits par l'armée péruvienne de camps d'insurgés de la zone de la VRAEM à se réinsérer dans leur communauté. Ainsi, même si les documents requis n'ont pas été délivrés immédiatement après la naissance, les mineurs secourus commencent une nouvelle vie aux côtés de leur mère et peuvent effectivement jouir de leurs droits de citoyen péruvien, des éléments essentiels comme leur âge approximatif

<sup>13</sup> Information transmise par le MININTER, par la communication n° 1306-2015/IN/DGSD, reçue le 18 septembre 2015.

<sup>14</sup> Information transmise par le MININTER, par la communication n° 1306-2015/IN/DGSD, reçue le 18 septembre 2015. Il y a une discordance concernant le nombre de mineurs secourus cette année et, selon le CDIH-DH, ils étaient 33 et non 34. (Voir communication n° 600-2015-MINDEF/VPV/C/4/c, reçue le 14 octobre 2015).

<sup>15</sup> La présente réponse a été établie en grande partie sur la base de la communication n° 312-2015-PCM/STCODEVRAEM, transmise par le Secrétariat technique de la CODEVRAEM, reçu le 27 août 2015.

et leur lieu de naissance sont déterminés, et ces enfants peuvent bénéficier d'une prise en charge sanitaire adéquate, évitant ainsi l'invisibilité propre à cette problématique sociale. Ce processus implique, dans un premier temps, de se charger des documents des parents en appliquant des critères de flexibilité, ce qui permet d'achever le cycle d'établissement des documents et d'émettre un titre d'identité le plus rapidement possible, pour pouvoir ensuite commencer à enregistrer les enfants et adolescents.

18. Ainsi, en 2014, le RENIEC a aidé les 26 enfants âgés de 1 à 14 ans appartenant à l'ethnie asháninka qui avaient été secourus d'un camp du groupe terroriste Sentier Lumineux sur la rive gauche de la rivière Ene, dans le département de Junín, en consignait leur situation par écrit et en les réinsérant dans leur communauté. De la même manière, au cours du mois de juillet 2015, avec l'aide d'alliés stratégiques, 22 enfants et adolescents dans la même situation ont été pris en charge. Le service d'état civil du district de Río Tambo a commencé à enregistrer les dossiers des mineurs pour qu'ils puissent être déclarés par leurs parents, également secourus, et que les formalités d'établissement d'un document d'identité puissent commencer<sup>16</sup>.

19. Par ailleurs, il convient de souligner que, outre l'établissement de registres d'état civil, les différents secteurs et institutions de l'État péruvien s'emploient continuellement à prévenir l'enrôlement de mineurs par des groupes armés en mettant en place diverses opérations de renseignements pour secourir les mineurs enrôlés de force.

20. À titre d'exemple, la DIREJCOTE PNP mène, depuis 2013, plusieurs actions dans les départements et les communautés touchés par des groupes hors la loi ou des organisations criminelles qui se livrent au trafic de stupéfiants, au terrorisme et à d'autres infractions, en vue d'empêcher l'enrôlement d'enfants et d'adolescents et leur implication dans ces chaînes criminelles.

21. Comme mentionné dans la réponse au point 3 de la présente liste, en 2013, le Département des opérations psychologiques de la DIREJCOTE PNP a organisé 129 activités de sensibilisation à la violence terroriste dans les centres éducatifs de la périphérie de Lima, dans les zones de surveillance renforcée, dans la VRAEM et le Huallaga. Plus de 60 % des activités ont été organisées dans les zones particulièrement affectées par le terrorisme et déclarées en état d'urgence, comme la VRAEM et le Huallaga. Au total, 9 147 enfants et adolescents ont participé à ces activités.

22. Dans le même ordre d'idée, plusieurs opérations à haut risque sont continuellement menées conjointement par la PNP et les forces armées pour secourir les mineurs enlevés par des terroristes dans la VRAEM et le Huallaga. À titre d'exemple, en 2013, l'opération conjointe de la DIREJCOTE PNP et des forces armées ont permis de secourir deux enfants de 9 et 11 ans.

23. De plus, en 2014, l'opération « Cobertizo 2014 » [Secteur V situé sur la rive droite de la rivière Chichireni, dans le district de Río Tambo (Satipo-Junín)], menée par une patrouille mixte de la PNP et des forces armées dont la mission consistait à localiser des camps terroristes, a permis de sauver deux mineurs âgés de 6 et 4 ans appartenant à l'ethnie asháninka. L'opération « Esperanza 2014 », menée dans la VRAEM entre les gorges Pijireni et Chiquireni, dans le district de Río Tambo (Satipo-Junín), a quant à elle permis de sauver deux mineurs, l'un âgé de 6 ans et l'autre d'un âge indéterminé, avec la participation de la Brigade spéciale de renseignement de la PNP et des forces armées.

<sup>16</sup> Plusieurs photographies des campagnes d'enregistrement itinérantes réalisées par le RENIEC sont annexées au présent rapport à titre d'information complémentaire pour aider spécifiquement les enfants et adolescents victimes de conflits armés. Information transmise par courrier électronique le 6 août 2015 par M<sup>me</sup> Nara Huarcaya Vasquez de la Direction de la planification et du budget du RENIEC (annexe 1).

24. La dernière opération de ce type, « Reencuentro 2015 », menée conjointement par le personnel de police de la DIREJCOTE, le personnel de lutte contre les stupéfiants, le personnel du Commandement de renseignement et des opérations spéciales de l'état-major conjoint des forces armées, ainsi que les membres du Ministère public (Bureau du Procureur général) a permis de secourir 13 adultes et 26 enfants retenus par l'organisation terroriste Sentier Lumineux et appartenant, pour la plupart, à l'ethnie asháninka, qui ont ensuite été pris en charge par des fonctionnaires du MIMP. Les mineurs ont reçu du RENIEC un document national d'identité et le MIMP leur a apporté un traitement médical, psychologique et de soutien. Dans le même temps, le Ministère public (Bureau du Procureur général) veillera à ce que les responsables des enrôlements soient sanctionnés par la loi dans le cadre d'un procès équitable. Ainsi, l'État péruvien est en train d'adopter des mesures de protection pour les enfants et les adolescents victimes d'enrôlement forcé prévoyant leur bonne intégration dans la société<sup>17</sup>.

25. Par ailleurs, il convient de souligner que le deuxième paragraphe de l'article 3 c) du décret-loi n° 25475<sup>18</sup> sur les peines applicables aux infractions de terrorisme et les procédures d'enquête, d'instruction et de jugement, modifié par l'article 2 du décret législatif n° 921<sup>19</sup>, prévoit une peine privative de liberté de 25 à 20 ans pour tout personne qui enrôle ou enlève des mineurs pour commettre des actes de terrorisme. Parallèlement, conformément à l'article 6 A du texte de loi susmentionné<sup>20</sup>, le fait que les personnes enrôlées ou enlevées en vue de commettre des actes de terrorisme soient des mineurs est considéré comme une circonstance aggravante<sup>21</sup>. En cas de récidive, l'auteur est passible au minimum, d'une peine privative de liberté de trente ans, et au maximum, de la réclusion à perpétuité.

26. En outre, comme l'enrôlement de personnes de moins de 18 ans constitue une violation d'autres droits, le Code pénal péruvien, au paragraphe 8 de son article 152, modifié par la première disposition complémentaire qui porte modification de la loi n° 30077<sup>22</sup>, condamne à une peine privative de liberté de trente ans au minimum quiconque prive une personne de sa liberté individuelle sans motif raisonnable ou justifiable pour l'obliger à s'engager dans un groupe criminel. Dans tous les cas, le

<sup>17</sup> Information transmise par le Ministère public-Bureau du Procureur général, par la communication n° 1345-2015-FSPNC-MP-FN, reçue le 7 septembre 2015.

<sup>18</sup> Pouvoir exécutif. Définit les peines applicables aux infractions de terrorisme et les procédures d'enquête, d'instruction et de jugement. Décret-loi n° 25475. Journal officiel *El Peruano* : 06.05.1992.

<sup>19</sup> Pouvoir exécutif. Décret législatif qui établit le régime juridique applicable à la réclusion à perpétuité dans la législation nationale et fixe la peine maximale applicable aux infractions prévues aux articles 2, 3 b) et c), 4, 5 et 9 du décret-loi n° 25475. Décret législatif n° 921. Journal officiel *El Peruano* : 18.01.2003.

<sup>20</sup> Décret-loi n° 25475. Article repris dans l'article premier du Décret législatif n° 985 qui modifie le décret-loi n° 25475 établissant la peine applicable aux infractions de terrorisme et les procédures d'enquête, d'instruction et de jugement; et le Décret législatif n° 923, qui renforce l'organisation et le fonctionnement de la défense de l'État en matière de crimes terroristes. Journal officiel *El Peruano* : 22.07.2007.

<sup>21</sup> Article repris dans l'article premier du Décret législatif n° 985. Journal officiel *El Peruano* : 22.07.2007. L'article dispose que quiconque enrôle ou enlève des personnes, par quelque moyen que ce soit, pour faciliter ou commettre des infractions de terrorisme sera sanctionné d'une peine d'emprisonnement de 20 à 25 ans. La durée de l'emprisonnement sera de 25 à 30 ans, si les personnes enlevées ou enrôlées sont des mineurs. Si l'auteur est un agent de la fonction publique, il sera en outre démis de ses fonctions, comme prévu aux paragraphes 1), 2), 6), et 8) et l'article 36 du Code pénal.

<sup>22</sup> Congrès de la République du Pérou. Loi n° 30077. Loi contre le crime organisé. Journal officiel *El Peruano* : 20.08.2013.



MINDEF interdit formellement l'enrôlement de mineurs par les Institutions armées (l'armée, la marine de guerre et les forces aériennes du Pérou)<sup>23</sup>.

27. Le programme d'intervention multisectoriel du Gouvernement central dans la zone de la VRAEM 2013-2016 a pour objectif de garantir un environnement de sécurité, de légalité et de paix social améliorant la qualité de vie et l'inclusion sociale des habitants de la VRAEM grâce à une meilleure rentabilité des activités de production licites de la zone.

28. Le programme est organisé selon quatre axes :

- a) Lutte contre la pauvreté;
- b) Lutte contre les inégalités;
- c) Lutte contre le trafic illicite de drogues et les groupes criminels organisés;
- d) Lutte contre le terrorisme.

29. De manière générale, l'un des problèmes qui se posent dans la VRAEM est l'absence d'état de droit. Le programme d'intervention susmentionné a été mis en œuvre pour remédier à cette situation et chaque secteur organise une série d'activités pour atteindre l'objectif fixé. Plusieurs institutions ont ainsi été mises en place pour garantir l'ordre public dans la zone. Le programme d'intervention multisectoriel du Gouvernement central dans la zone de la VRAEM 2013-2016 constitue donc un outil important pour renforcer la présence de l'État dans la zone puisqu'il privilégie le développement de la population locale, contrairement à d'autres qui accordent une plus grande importance à l'aspect policier-militaire.

30. Son objectif étant d'assurer le développement social de la population de la VRAEM, le programme d'intervention multisectoriel dans la zone de la VRAEM 2013-2016 ne prévoit pas d'activités spécifiques pour prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés. Cela ne signifie pas que ces activités ne sont pas prioritaires pour le Pérou, ni qu'aucune mesure concrète n'est prise dans ce domaine. En effet, les forces armées et la PNP, en s'appuyant sur diverses activités de renseignement, ont mené plusieurs opérations d'envergure dans des camps du Sentier lumineux où étaient retenus des enfants et des filles qui ont ensuite été secourus et libérés. Ainsi, au cours de l'année considérée, 54 personnes, dont 26 enfants, ont été secourues d'un camp du Sentier lumineux<sup>24</sup>.

31. En conclusion, la mise en œuvre du programme d'intervention multisectoriel dans la zone de la VRAEM 2013-2016 a abouti à une plus grande présence de l'État, ce qui a permis de rétablir l'état de droit dans la zone. Outre les opérations réussies des forces armées et de la PNP, cet état de chose pourrait mettre un terme à l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans la zone.

32. Enfin, il convient de souligner que l'État péruvien, grâce à sa politique nationale PUEDO [dont l'outil opérationnel est le plan national de prévention et de prise en charge des adolescents aux prises avec la justice pénale (PNAPTA 2013-2018)]<sup>25</sup>, vise à réduire l'implication des adolescents aux prises avec la justice pénale, en misant surtout sur la prévention. Ainsi, le plan national classe les facteurs de risque chez les

<sup>23</sup> Information transmise par le CDIH-DH, par la communication n° 462-2015-VPD/C/04, reçue le 11 août 2015.

<sup>24</sup> Il convient de souligner que l'État péruvien, grâce aux opérations de lutte contre le terrorisme menées en permanence par les forces armées et la PNP, est parvenu, au cours des dernières années, à démanteler la structure militaire du Sentier lumineux en éliminant et en capturant les hauts responsables de l'organisation terroriste dans la VRAEM.

<sup>25</sup> Approuvée par le décret suprême n° 014-2013-JUS du 30 novembre 2013.



adolescents dans six catégories : individu, famille, pairs, école, communauté et société<sup>26</sup>.

**7. Donner des renseignements sur les méthodes et procédures utilisées par l'État pour identifier les enfants et adolescents vulnérables face aux pratiques contraires aux dispositions du Protocole facultatif, notamment du fait de leur situation socioéconomique ou parce qu'ils vivent dans des zones reculées.**

33. Le décret suprême n° 004-2011-IN, publié le 19 octobre 2011 et portant approbation du Plan national d'action contre la traite des êtres humains 2011-2016, reconnaît l'enrôlement forcé comme une forme de traite<sup>27</sup>. Il faut signaler avant tout le travail entrepris à ce titre pour améliorer l'appareil policier chargé de lutter contre la traite des êtres humains. Il s'agit de confier la répression de ces infractions à des unités spécialisées dans chacune des zones d'action de la police pour donner à celle-ci les moyens d'intervenir et pour lutter ainsi à l'échelle systémique contre ce phénomène criminel et mieux organiser les rapports entre, d'une part, le personnel judiciaire et les personnes chargées de le protéger et de l'assister et, d'autre part, le personnel chargé de protéger et d'assister les victimes. Cette réforme devrait être achevée à la fin de l'année. À cet égard, les travaux ont porté en particulier sur les questions mentionnées ci-après.

34. En 2014, la Police nationale péruvienne (PNP) a promu le service des enquêtes en matière de traite d'êtres humains et de trafic des migrants (DIRINTRAP PNP) du rang de Division à celui de Direction et lui a attribué des domaines de compétence au niveau national. Dans ce cadre, 23 départements décentralisés ont été chargés des enquêtes spécialisées en la matière dans les zones suivantes : La Libertad, Tacna, Lambayeque, Iquitos, Madre de Dios, Áncash, Huacho, San Martín, Huaraz, Huancayo, Abancay, Cajamarca, Puno, Cusco, Sicuani, VRAEM, Chachapoyas, Ica, Huánuco, Tingo María, Ayacucho et Arequipa. En outre, 110 instructeurs ayant suivi une formation sur la traite d'êtres humains sont répartis dans 21 subdivisions et zones de surveillance renforcée.

35. La Direction exécutive de la formation et de la doctrine de la Police nationale a inscrit la traite des êtres humains au programme d'étude de l'École d'officiers et de sous-officiers de cette institution. Ainsi, une formation a été dispensée l'année dernière à 258 élèves policiers inscrits en cinquième année de l'École d'officiers et 5 096 élèves de l'École d'enseignement secondaire et technique de la Police nationale.

36. Dans le même sens, il existe un « Protocole de la Police nationale sur l'assistance et la protection à fournir aux victimes de la traite des êtres humains » (R.M. n° 1305-2013-IN/DGSD), qui fait partie de la formation du personnel spécialisé chargé d'éviter une nouvelle victimisation.

37. Enfin, on procède au renforcement du Système de registre des statistiques sur la traite d'êtres humains et les infractions connexes (RETA PNP). À cette fin, les départements décentralisés ont été dotés au niveau national des moyens et des ressources logistiques nécessaires et une convention a été passée avec le Ministère public (Bureau du Procureur général) pour lier ce registre au Système stratégique sur

<sup>26</sup> Information transmise par la Direction générale de la politique criminelle et pénitentiaire du MINJUS, par la communication n° 3581-2015-JUS/DGPCP (pas de date de réception).

<sup>27</sup> Plan national d'action contre la traite des êtres humains au Pérou, 2011-2016, point 3.3.7. Enrôlement forcé, p. 19. Consulté le 27.10.2015 à l'adresse suivante : [http://www.mininter.gob.pe/userfiles/DS-MIN-004-2011\(1\).pdf](http://www.mininter.gob.pe/userfiles/DS-MIN-004-2011(1).pdf).

la traite d'êtres humains (SISTRA), afin de disposer d'un registre unifié pour les plaintes concernant ces infractions<sup>28</sup>.

**8. Fournir des informations actualisées sur les infractions expressément prévues par le Code pénal et liées à l'enrôlement forcé par les forces armées, par des groupes armés non étatiques ou par des entreprises privées de sécurité et de défense, et sur les projets de loi auxquels il est fait référence au paragraphe 86 du rapport de l'État partie.**

38. Le Code pénal péruvien en vigueur (décret législatif n° 635) n'incrimine pas expressément l'enrôlement forcé par les forces armées, par des groupes armés non étatiques ou par des entreprises privées de sécurité et de défense<sup>29</sup>. Néanmoins, la Commission de la justice et des droits de l'homme du Congrès, à sa séance du 9 décembre 2014, a rendu un avis sur le nouveau Code pénal<sup>30</sup>, dont l'article 503 prévoit l'incrimination de l'enrôlement aux fins du terrorisme<sup>31</sup>. Cet avis doit être examiné prochainement par le parlement national en séance plénière<sup>32</sup>.

<sup>28</sup> Information fournie par le Ministère de l'intérieur dans la communication n° 1306-2015/IN/DGSD, reçue le 19 septembre 2015.

<sup>29</sup> Information fournie par la Direction générale du développement du droit et du système juridique du Ministère de la justice et des droits de l'homme (MINJUS) dans la communication n° 690-2015-JUS/DGDOJ, reçue le 14 septembre 2015.

<sup>30</sup> AVIS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME sur les projets de loi n°s 163/2011-CR, 183/2011-CR, 260/2011-CR, 266/2011-CR, 345/2011-CR, 396/2011-CR, 459/2011-CR, 704/2011-CR, 709/2011-CR, 777/2001-CR, 902/2011-CR, 996/2011-CR, 1061/2011-CR, 1063/2011-CR, 1075/2011-CR, 1078/2011-CR, 1107/2011-CR, 1111/2011-CR, 1127/2011-CR, 1131/2011-CR, 1314/2011-CR, 1318/2011-CR, 1350/2011-CR, 1403/2012-CR, 1406/2012-CR, 1417/2012-CR, 1425/2012-CR, 1563/2012-CR, 1569/2012-CR, 1570/2012-CR, 1571/2012-CR, 1588/2012-CR, 1599/2012-CR, 1615/2012-CR, 1622/2012-CR, 1630/2012-CR, 1637/2021-CR, 1687/2012-CR, 1688/2012-CR, 1691/2012-CR, 1707/2012-CR, 1712/2012-CR, 1725/2012-CR, 1772/2012-CR, 1828/2012-CR, 1831/2012-PE, 1881/2012-CR, 1931/2012-CR, 1945/2012-CR, 2031/2012-CR, 2047/2012-CR, 2050/2012-CR, 2053/2012-CR, 2095/2012-CR, 2127/2012-CR, 2131/2012-CR, 2150/2012-CR, 2193/2012-CR, 2213-2012-CR, 2225/2012-CR, 2227/2012-CR, 2230/2012-CR, 2231/2012-CR, 2241/2012-CR, 2246/2012-CR, 2296/2012-CR, 2384/2012-CR, 2444/2012-CR, 2450/2012-GL, 2509/2012-CR, 2530/2013-CG, 2557/2013-CR, 2582/2013-CR, 2583/2013-CR, 2719/2013-CR, 2733/2013-CR, 2744/2013-CR, 2797/2013-CR, 2841/2013-CR, 2859/2013-CR, 2862/2013-CR, 2935/2013-CR, 2965/2013-CR, 3059/2013-CR, 3071/2013-CR, 3077/2013-CR, 3138/2013-CR, 3155/2013-CR, 3179/2013-CR, 3181/2013-CR, 3182/2013-CR, 3232/2013-CR, 3266/2013-CR, 3268/2013-CR, 3304/2013-CR, 3305/2013-CR, 3306/2013-CR, 3313/2013-CR, 3334/2013-CR, 3382/2013-CR, 3383/2013-CR, 3409/2013-CR, 3428/2013-CR, 3449/2013-CR, 3454/2013-PE, 3474/2013-CR, 3476/2013-CR, 3485/2013-CR, 3491/2013-CR, 3497/2013-CR, 3499/2013-CR, 3500/2013-CR, 3539/2013-CR, 3540/2013-CR, 3541/2013-CR, 3575/2013-CR, 3579/2013-CR, 3586/2013-CR, 3589/2013-CR, 3590/2013-CR, 3628/2013-CR, 3629/2013-CR, 3657/2013-CR, 3674/2013-CR, 3684/2013-CR, 3696/2014-CR, 3724/2014-CR, 3725/2014-CR, 3778/2014-CR, 3779/2014-CR, 3833/2014-CR, 3845/2014-CR, 3876/2014-CR, 3883/2014-CR, 3896/2014-CR, 3909/2014-CR, 3914/2014-CR, 3929/2014-CR, 3947/2014-CR, 3957/2014-CR, 3962/2014-CR, 3963/2014-CR, 3966/2014-CR, 3980/2014-CR, 3993/2014-CR, 4000/2014-CR, 4001/2014-CR, 4004-2014-CR, 4029/2014-CR, 4030/2014-CR, 4032/2014-CR et 4038/2014-CR et contenant un projet de loi modifié sur le nouveau Code pénal. Consulté le 28.10.2015 à l'adresse suivante : <http://www.minjus.gob.pe/wp-content/uploads/2015/01/Predictamen-Nuevo-C %C3 %B3digo-Penal.pdf>

<sup>31</sup> Pour référence, l'article 503 de l'Avis dispose de ce qui suit :

« **Article 503. Enrôlement aux fins du terrorisme**

1. Est puni d'une peine privative de liberté d'au moins 20 ans, assortie d'interdiction au sens du paragraphe 15 de l'article 42, le fait d'attirer, de recruter, de sélectionner, d'accueillir, de recevoir, de transporter ou de retenir une personne dans le but d'accomplir soi-même ou de faire accomplir par un tiers les actes suivants :

a. L'entraînement ou l'enseignement en vue de transmettre des idéologies, des techniques, des stratégies, des procédés, des automatismes ou des compétences caractéristiques d'une

**9. Donner des précisions sur les mesures législatives et administratives qui ont été adoptées par l'État partie pour interdire et empêcher l'accès des enfants et des adolescents aux armes à feu<sup>33</sup>.**

39. À ce sujet, le Pérou a adopté des mesures législatives et administratives propres à empêcher et interdire l'accès des enfants et des adolescents aux armes à feu. Ainsi, la procédure administrative nécessaire pour obtenir un permis de détention et d'utilisation d'armes à feu est uniquement ouverte aux personnes de 18 ans ou plus et exige précisément, entre autres documents, une carte d'identité attestant de leur majorité, afin que la détention d'armes à feu soit correctement surveillée et contrôlée au niveau national.

40. Plus particulièrement, l'article 13 de la loi n° 25054 régissant la fabrication, le commerce, la détention et l'utilisation par les particuliers d'armes et de munitions autres que les armes de guerre, publiée le 20 juin 1989, soumet la délivrance d'un permis de détention et d'utilisation d'armes à feu aux dispositions de cette loi et du règlement y afférent. L'article 91 du décret suprême n° 007-98-IN portant adoption du Règlement afférent à la Loi régissant la fabrication, le commerce, la détention et l'utilisation par les particuliers d'armes et de munitions autres que les armes de guerre fait obligation à toute personne physique souhaitant détenir ou utiliser une arme à feu dont l'usage civil est autorisé d'obtenir le permis correspondant et, à cet effet, de s'acquitter auprès de l'Organisme national de réglementation des services de sécurité, des armes à feu, des munitions et des explosifs à usage civil (SUCAMEC) des exigences prévues dans le texte unique des procédures administratives (*Texto Único de Procedimientos Administrativos*, ci-après TUPA).

41. L'article 98 du Règlement afférent à la loi n° 25054 exige notamment de produire les documents ci-après pour obtenir les différents types de permis de détention et d'utilisation d'armes à feu :

- Certificat de réussite des examens de connaissance et de maniement des armes et de tir.

---

organisation terroriste ou de ses membres.

b. L'endoctrinement ou l'enseignement fondés sur l'exclusion, la restriction des libertés, la violence, l'intimidation, la peur, l'intolérance ou l'affrontement ou sur toute autre trait caractéristique d'une organisation terroriste ou de ses membres, ou de nature à en favoriser l'essor.

c. La facilitation ou la commission de toute infraction de terrorisme.

2. La peine est portée à 25 ans au moins de privation de liberté, assortie d'interdiction au sens des paragraphes 1, 2, 4, 5, 6, 9 et 15 de l'article 42, dans les cas suivants :

a. Lorsque l'auteur de l'infraction est enseignant, professeur, assistant, tuteur, chargé de travaux dirigés, membre de la famille jusqu'au quatrième degré de parenté ou au deuxième degré d'alliance ou occupe toute autre charge, fonction ou statut susceptible de lui valoir une confiance, un pouvoir, une autorité ou un rang dont il abuse pour commettre l'infraction.

b. Lorsque l'auteur est un fonctionnaire ou agent public et abuse de ses fonctions pour commettre l'infraction.

c. Lorsque l'auteur est membre ou réserviste de la Police nationale péruvienne ou des Forces armées ou a accompli son service militaire et tire parti de ses connaissances ou de ses compétences pour commettre l'infraction.

3. La peine privative de liberté est portée à une durée indéterminée lorsque la victime du comportement décrit est un enfant, un adolescent, une femme, un membre d'une communauté paysanne, autochtone, indigène, tribale ou d'ascendance africaine, un migrant en situation de vulnérabilité ou une personne en situation de pauvreté extrême, handicapée ou âgée de plus de 60 ans. Consulté le 28.10.15 à l'adresse suivante : <http://www.minjus.gob.pe/wp-content/uploads/2015/01/Predictamen-Nuevo-C%C3%B3digo-Penal.pdf>.

<sup>32</sup> Consulté le 28.10.15 à l'adresse suivante : <http://www.congreso.gob.pe/index.php?K=263&id=1453#.VjEi-LcveM8>

<sup>33</sup> La présente réponse a été élaborée en grande partie sur la base des informations présentées par la SUCAMEC dans la communication n° 1854-2015-SUCAMEC/SN, reçue le 2 septembre 2015 et par le Ministère de l'intérieur dans la communication n° 1306-2015/IN/DGSD, reçue le 18 septembre 2015.

- Demande motivée de l'intéressée, assortie de documents justifiant la nécessité d'obtenir le permis<sup>34</sup>.
- Copie d'une carte d'identité valide.

42. En outre, au titre de la procédure 21 (Permis de détention et d'utilisation générale d'armes à feu) prévue par le TUPA du Ministère de l'intérieur, qui s'applique à la SUMACEC, les documents ci-après doivent entre autres être produits :

- Copie de la carte d'identité de l'administré attestant le vote aux dernières élections ou le dépôt d'une demande de dispense.
- Certificat de réussite de l'examen de maniement d'armes à feu et de tir.

43. En vertu des dispositions qui précèdent, avant de délivrer le permis de détention et d'utilisation d'armes à feu, la Direction des armes, munitions et articles connexes<sup>35</sup> apprécie la conformité de la demande déposée par l'administré (personne physique) aux exigences de la loi, du règlement y afférent et du TUPA, c'est-à-dire entre autres :

- Produire une copie de la carte d'identité attestant le vote aux dernières élections ou le dépôt d'une dispense. Autrement dit, seuls sont admises à déposer une demande de permis les personnes majeures disposant du droit de vote au titre de la loi péruvienne, c'est-à-dire âgées de plus de 18 ans.
- Avoir réussi l'examen de maniement d'armes à feu et de tir. Il faut prendre en compte que, pour que l'attestation de réussite à cet examen soit délivrée, l'administré doit avoir déposé une demande à cet effet conformément à la procédure n° 20 du TUPA et doit donc avoir précisé son numéro de carte d'identité.
- Motiver la demande : La demande doit être motivée et assortie des documents justifiant la nécessité d'obtenir le permis à des fins de défense personnelle sur la base du principe de rationalité, conformément au paragraphe d) de l'article 4 du décret législatif n° 1127, qui subordonne la délivrance d'une autorisation à la préservation de la paix, de la sécurité des citoyens et de la protection sociale. Le citoyen doit en outre produire une raison objective et individuelle dont il fournit l'exposé et la justification dans sa demande.

44. La rigueur de cette réglementation répond au danger latent que constitue l'utilisation inadéquate des armes, des munitions et des articles connexes, danger intimement lié à l'intérêt public puisque l'utilisation irresponsable, irrationnelle et illégale de ces produits a des conséquences qui portent atteinte au droit et à la cohésion sociale - assassinats, tueurs à gages, morts violentes, accidents, insécurité, entre autres. Les personnes qui demandent un permis de détention et d'utilisation d'armes à feu doivent donc être des citoyens en mesure de jouir pleinement de leurs droits<sup>36</sup> et des utilisateurs responsables sachant manier une arme à feu comme il se doit; ils doivent en outre produire des raisons strictement objectives, appuyées si

<sup>34</sup> Condition prescrite par la Première disposition complémentaire du décret suprême n° 005-2014-IN, qui prévoit des mesures pour renforcer l'action de la SUCAMEC et la réglementation en vigueur concernant le contrôle et la surveillance de l'utilisation, la détention et la commercialisation des armes à feu, des munitions et des articles connexes à usage civil ainsi que les services de sécurité privée.

<sup>35</sup> Aux termes de l'article 36 du règlement réorganisant l'organisation et les fonctions de la SUCAMEC, « La Direction des armes, des munitions et des articles connexes est l'autorité chargée de délivrer, de prolonger, de renouveler ou d'annuler les permis de fabrication, de commercialisation, d'importation, d'exportation, de transfert, d'entrepôt, de transport, de détention et d'utilisation d'armes, munitions et articles connexes à usage civil ».

<sup>36</sup> En ce qui concerne la pleine jouissance des droits, l'article 42 du Code civil dispose de ce qui suit : « La pleine jouissance des droits civiques est accordée aux personnes de 18 ans au moins, sous réserve des dispositions des articles 43 et 44 » (souligné par les auteurs).

possible par des documents à soumettre en exemplaire unique, pour justifier de la nécessité pratique de la demande.

45. À titre exceptionnel, la loi n° 30299 relative aux armes à feu, aux munitions, aux explosifs, aux produits pyrotechniques et aux matériaux connexes à usage civil, publiée le 22 janvier 2015, autorise la délivrance d'un permis d'utilisation d'armes à feu à des mineurs pour le sport ou la chasse. Ce permis est associé à celui du père ou de la mère, qui en est le titulaire (art. 23 de la loi précitée). En ce sens, le projet de règlement afférent à la loi n° 30299 (qui a fait l'objet d'une prépublication) autorise la délivrance d'un permis d'utilisation d'armes à feu pour la chasse, le sport ou le tir de loisir à des mineurs mais l'associe à celui des parents, qui sont titulaires du permis et solidairement responsables de l'utilisation et du port de l'arme. Le règlement interdit par ailleurs l'utilisation par un mineur d'armes à feu à usage civil, c'est-à-dire de celles qui ne sont pas autorisées à titre d'armes de chasse, de sport ou de tir de loisir (art. 32) et attribue au propriétaire de l'arme à feu la responsabilité de son usage et de son port sur le territoire national ou international par le mineur (art. 33).

**12. Compléter les informations fournies aux paragraphes 90 à 94 du rapport de l'État partie concernant les services de protection, de rétablissement physique et psychologique et de réinsertion sociale mis en place dans l'État partie, en particulier pour les enfants qui ont été enrôlés ou utilisés dans le cadre de conflits armés ou risquent de l'être. Préciser en particulier les services fournis aux fillettes et aux adolescentes enrôlées qui ont été victimes de violences sexuelles<sup>37</sup>.**

46. Le Ministère de la culture participe activement aux divers espaces de coordination pour le suivi des activités menées par les différentes entités publiques associées à la réadaptation et la réinsertion sociales des enfants enrôlés par le Sentier lumineux.

47. À la réunion convoquée le 3 septembre 2015 par la Direction exécutive contre le terrorisme (DIREJCOTE-PNP) dans les locaux de la police à la base « LOS SINCHIS » de Mazamari, une table ronde multisectorielle a réuni les différentes autorités locales de la province de Satipo et les administrations locales pour évoquer principalement l'appui à fournir aux 54 victimes du terrorisme secourues dans le secteur V de la zone de la VRAEM, dans le district de Río Tambo (Satipo-Junín). Une commission multisectorielle y a été créée pour constituer un espace de dialogue avec la Centre Asháninka de Río Tambo (Central Asháninka de Río Tambo – CART) pour examiner la possibilité d'établir une zone géographique distincte pour ce district.

48. Enfin, le Ministère de la culture a consulté à plusieurs reprises la chef du bureau de l'état civil de la commune de Río Tambo pour connaître la situation en matière d'identification des victimes du terrorisme secourues dans le secteur V de la zone de la VRAEM afin de les aider à obtenir une carte d'identité et à jouir de leurs droits civiques. De même, le 24 août 2015, ce secteur a participé à la réunion de la zone de Valle Samaria, avec la Communauté autochtone Teoría-Mazamari, afin d'analyser les avancées, les délais et les engagements à tenir pour la réinsertion des personnes secourues à Samaria. Dans l'après-midi du même jour, le Ministère a participé aux réunions prévues par la Commission pour la paix et le développement de la jungle centrale à Satipo, où diverses activités en faveur des rescapés ont été évoquées.

<sup>37</sup> La présente réponse a été élaborée exclusivement sur la base des informations présentées par le Ministère de la culture dans sa communication n° 053-2015-DGCI-VMI/MC, reçue le 29 septembre 2015.